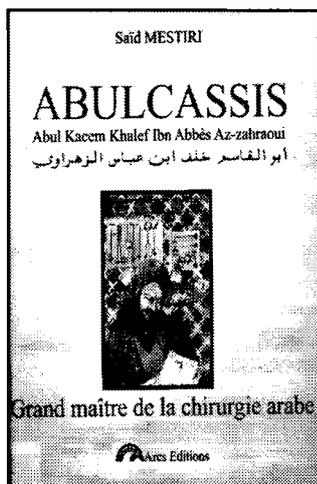


◆ Saïd MESTIRI, Abulcassis. **Abul Kacem Khalef Ibn Abbès Az-Zahraoui. Grand maître de la chirurgie arabe**, Tunis, Arcs Éditions, 1997, 280 p.

L'histoire de la médecine, comme toute histoire, s'intéresse aux découvertes, aux filiations, à l'apport et à l'influence des grands hommes ; elle est aussi retour aux sources et entreprise de généalogie. Parfois elle sert à sortir de l'oubli, à remettre en perspective, à reconnaître, à réhabiliter ; elle peut également aider à comprendre le présent d'un groupe social, d'une profession ou d'une discipline intellectuelle. Cet hommage d'un chirurgien tunisien, à un des maîtres les plus réputés de la chirurgie, Abul Kacem Khalef Ibn Abbès Az-Zahraoui, médecin andalou du IV<sup>e</sup> siècle de l'Hégire (X<sup>e</sup> -XI<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne), répond à toutes ces attentes. Abulcassis, illustre figure d'une période faste de la civilisation



andalouse (édification du califat andalou et rivalité grandissante entre la Bagdad abbasside et la Cordoue omeyyade), a condensé dans un traité de 30 volumes un ensemble de connaissances médicales, anatomiques, théoriques et pratiques qui deviendra une référence majeure à la Renaissance puis de nouveau à partir du XIX<sup>e</sup> siècle en Europe. Diverses traductions (latine, romane, hébreu, provençale) du *Tasrif li man 'ajazza 'an attalif*

existent ; Saïd Mestiri choisit la copie d'un manuscrit conservé à la Bibliothèque Nationale de France pour en traduire et commenter les chapitres consacrés à la chirurgie et l'éthique médicale. L'édition du texte de cette collection de protocoles de diagnostic, d'intervention et de traitement est précédée d'une biographie d'Abulcassis qui le replace dans le contexte politique et intellectuel de son temps.

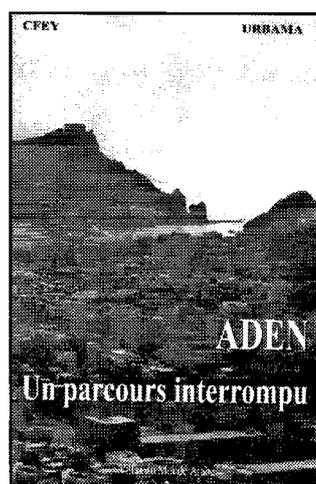
Le résultat est à la fois un livre à portée scientifique pour les médecins actuels mais également un ouvrage d'histoire qui renseigne sur la nosographie de l'époque, les successeurs et surtout - moins connus - les maîtres d'Abulcassis, l'état des découvertes techniques liées à l'instrumentation, le vocabulaire médical en usage, la façon dont un savant a vécu, appliqué, parfois devancé ou transgressé la science et la morale de son temps.

En plus du travail lexical qui accompagne cette traduction, l'originalité de cet ouvrage est dans la reproduction des dessins faits par Abulcassis pour représenter des organes, décrire des instruments, rendre compte de procédés opératoires ; ce qui donne à la fois un document historique vivant, une source scientifique moderne, une contribution didactique au savoir médical contemporain auxquels un beau travail d'édition et d'illustration ajoutent une touche esthétique.

◆ Éric MERCIER, Aden. **Un parcours interrompu**, Sanaa, Tours, CFEY, URBAMA, 1997, 163 p. (coll. Villes du Monde arabe n°3)

En hommage à Éric Mercier, assassiné le 16 octobre 1995 à Diré-Dawa (Ethiopie), Frank Mermier et Jean-François Troin ont réuni ici des travaux du chercheur et des textes en cours d'élaboration. Bien que le livre ne soit pas construit sur une unité problématique, il apporte des éléments de compréhension au développement urbain de la ville d'Aden. Celui-ci est lié aux activités portuaires, malmenées au cours de certaines périodes de son histoire.

L'auteur montre que la complexité actuelle des marchés foncier et immobilier résulte des évolutions politiques et économiques du pays : période socialiste, libéralisation économique, unification des deux Yémen qui fait perdre à



Aden son statut de capitale politique.

La libéralisation dans les années quatre-vingt-dix se traduit par l'apparition de nouveaux acteurs aux comportements spéculatifs, les hommes d'affaires régionaux et les élites politiques. Les biens fonciers et immobiliers du domaine de l'État, issus des nationalisations, et pour lesquels se pose un problème de multipropriété, font l'objet en toute impunité d'accaparements par les responsables des

ministères, pour leur propre compte ou au profit d'un tiers. Après la réunification, les propriétaires "dépouillés" ont fait entendre leur voix, en s'appuyant sur les médias. Suite à cette résistance, les pratiques de spoliation se sont reportées sur les biens propres de l'administration et les outils de production étatiques. Dans ce contexte de tensions, les appropriations *manu militari* se sont multipliées.

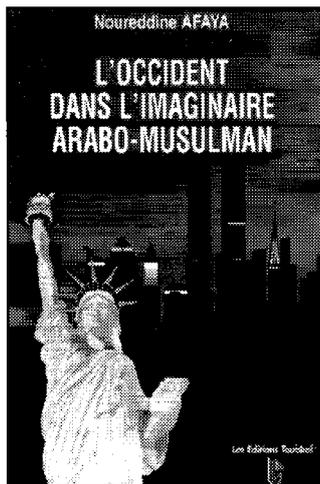
D'autres formes d'appropriation du sol, moins spécifiques, correspondent à des pratiques observables dans l'ensemble des villes du monde arabe. Face à l'incapacité de l'État socialiste, puis depuis 1994 du pouvoir "nordiste", à répondre à la demande de logements, un marché parallèle non réglementaire se développe, induisant l'urbanisation des terrains interstitiels, et plus massivement des zones périphériques où *sundaqa* (cabanes réalisées en bois de caisses) et constructions en dur se mélangent.

Le parc immobilier existant connaît ainsi un processus de densification, par extension au sol et surélévation des villas et des immeubles. Par ailleurs, les coopératives de logements au sein des administrations, ainsi que des associations de défense des propriétaires de biens nationalisés constituent des réponses légales et collectives à la crise du logement.

◆ **Noureddine AFAYA, L'Occident dans l'imaginaire arabo-musulman**, Casablanca, Éditions Toubkal, 1997, 139 p.

C'est à un exercice de reprise critique que se livre ici Noureddine Afaya. En quelque manière, faire subir aux représentations de l'Occident qui ont cours dans l'aire arabo-musulmane le même traitement qu'Edward Saïd avait imposé à l'orientalisme. Il s'agit, entre " Occident réel " et " Occident représenté ", de repérer et d'analyser l'émergence des divers stéréotypes produits de la confrontation identitaire et des relations inégales, qui prévalent entre les deux " civilisations " depuis au moins le XVIII<sup>e</sup> siècle, scandés par les croisades, la Reconquista et l'Expédition d'Égypte. L'intérêt de la démarche, qui n'est pas sans précédent savant, est que celle-ci s'opère " de l'intérieur " et en français.

Le constat de départ de N. Afaya est celui d'une double



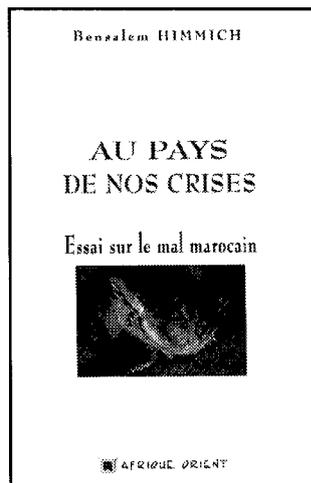
corrélation. L'affirmation ou la redéfinition de l'identité du Soi " arabo-musulman ", placé en situation défensive par l'évolution du cours des choses et de l'Histoire, est rendue indissociable de l'identification de l'altérité occidentale sous les deux aspects cardinaux de sa pénétration : directe, en prétendant imposer y compris par la force, ses valeurs, ses méthodes et ses idéaux, et indirecte, en faisant pénétrer les germes

de l'Être arabo-musulman qui n'a pas cessé, depuis lors, à se définir à partir de l'Autre. En découlent les questions qu'articule l'auteur : *Comment cette Europe se présente-t-elle dans le champ identitaire arabe ? Quelle est la part du mythe et de la réalité de l'Occident dans la conscience et l'inconscient arabo-musulman ? Comment l'Autre a-t-il été intégré par la pensée et l'imaginaire des élites ?* Pour répondre à ces questions, N. Afaya entreprend de passer en revue un certain nombre d'options qui sont aussi des moments de la construction de l'Occident comme source de modèles mais comme repoussoir de la (re)construction identitaire : l'option ou le moment réformiste, incarnés par Mohammad Abdouh, visant à identifier les conditions islamiques d'un rattrapage du "retard historique" de l'Oumma musulmane ; la tentation occidentaliste-libérale-rationaliste incarnée par Taha Hussayn ; l'option ou le moment du repli identitaire opéré par l'(es) islamisme(s), de Hassan al-Banna aux *jamâ'ât* contemporaines. Dans un second temps, ce sont les surfaces d'émergence des images de l'Occident qui sont identifiées, dont celles qui tendent à substituer la réalité virtuelle à la réalité réelle. Interrogation d'autant plus urgente qu'elle engage la relation des Arabo-musulmans à la technicité, toute renaissance [étant] condamnée à négocier avec ses critères de production et de consommation.

◆ **Bensalem HIMMICH, Au pays de nos crises. Essai sur le mal marocain**, Casablanca, Éditions Afrique-Orient, 1997, 193 p.

Servi par une écriture incisive, volontiers caustique, même si parfois quelque peu allusive ou rapide et, à l'occasion pas très regardante quant aux références invoquées à l'appui de certaines de ses thèses, l'Essai sur le mal marocain publié par le philosophe Bensalem Himmich a pour premier but de saisir de façon globale l'insistant malaise qui constitue le climat dominant dans lequel baigne le processus de mise à niveau (politique, économique, culturel...) engagé dans la société marocaine depuis le début des années 1990 en prélude au grand saut dans le partenariat avec l'Europe.

Saisie globale, dans la mesure où l'auteur livre son point de vue analytique, celui d'un ancien marxiste qui n'a pas jeté toute la théorie avec l'eau du bain idéologique, et que

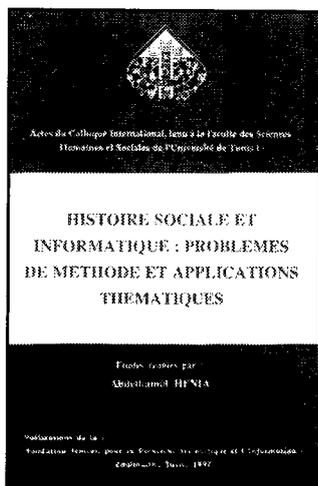


ne satisfait pas la pensée unique libérale - sur les différents blocages qui paralysent l'histoire dépressive du Maroc contemporain et menacent de lui faire rater son essai de développement : *enlisement dans le précapitalisme, malformation ouvrière, inertie agissante du monde rural*, font craindre que sur le terrain socio-économique, on n'en soit revenu à une temporalité de type khaldunien où la force des agents de blocages, tout en

changeant de styles et de rôles, ne fait, avec le temps, que se développer et s'enrichir de nouvelles données et de nouvelles conjonctures. Au plan politique, le mal marocain a nom, *inaltérance* qui constitue l'horizon dans lequel se déploient tous les effets de la corruption, du népotisme et du gaspillage des compétences et des ressources qui se conjuguent pour perpétuer la société bloquée. C'est aussi le délabrement du système pédagogique qui conduit à peine dix pour cent d'une classe d'âge au seuil de l'enseignement supérieur dont les heureux élus auront de bonnes chances de se retrouver diplômés-chômeurs... Saisie globale, aussi, car ce dont B. Himmich entreprend de rendre compte, c'est la façon dont ces différents aspects de la crise marocaine sont perçus, énoncés, et analysés par les élites intellectuelles marocaines. Avec à la clé une série de vigoureuses controverses avec les plus grands noms de la classe intellectuelle : Abdallah Laroui, à la fois *juge et partie* dans la crise des intellectuels ; Abdelkebir Khatibi pris à partie pour ses positions par rapport la *littérature maghrébine d'expression française* ; Tahar Ben Jelloun, pour la complaisance que lui portent les médias occidentaux... Ajoutons que B. Himmich ne renonce pas à désigner une issue au mal marocain : la mise en œuvre d'un *socialisme comme idéologie du tout-social* et qui prendrait en charge l'éthique islamique au fondement de l'identité marocaine.

◆ **Histoire sociale et informatique. Problèmes de méthode et applications thématiques** ; actes du colloque international tenu à la Faculté des Sciences Humaines et Sociales de l'Université de Tunis I ; études réunies par Abdelhamid HENIA, Zaghouan : FTERSI, 1997, 186-17 p. (texte français-arabe).

L'usage de la micro-informatique a gagné toutes les sciences sociales, y compris la recherche historique. Onze historiens confrontent ici leurs méthodes dont le point commun est la constitution de bases de données, à partir de différents objets de recherche. Ces universitaires sont, pour la plupart, membres du groupe *Histoire sociale et informatique* (GRIHS) formé en 1989, sous la direction de M. Hédi Chérif et d'André Zyzberg, dans le cadre d'une coopération entre les Universités de Tunis I et de Caen. Tous reconnaissent que l'apport essentiel de l'informatique, en histoire, réside dans l'analyse quanti-



tative des informations, dans la qualité et la fiabilité de leur traitement. Les questions posées, qui interrogent les archives les plus diverses (fiscales, notariales, judiciaires, électorales...), font oublier le temps consacré à la saisie et à l'exploitation des données. Nous pouvons mentionner, à titre d'exemple, l'analyse des registres de la taxe locative prélevée à Tunis, dans les années 1840, sur tous les immeubles cédés en location : pour trois

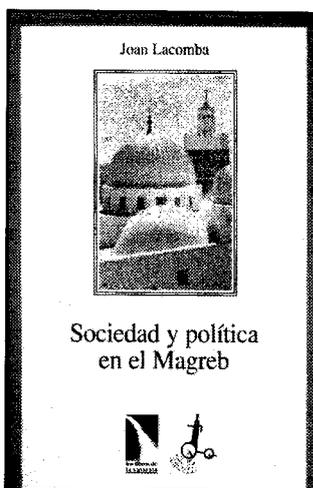
années, sont élaborées 20 000 fiches regroupant 15 informations chacune. Le traitement de quelques 300 000 informations fait surgir de nouvelles questions que seul l'ordinateur peut résoudre.

Les résultats sont à la mesure de l'effort : conception d'un glossaire des lieux dits et localisation cartographiée des immeubles urbains, identification des propriétaires, détermination de la nature économique du bâti et de l'évolution de sa valeur, hiérarchisation de l'espace social, réflexion sur les modes d'occupation des quartiers tant sur le plan ethnique que social.

D'autres études associent prosopographie et étude statistique pour la compréhension des phénomènes sociaux (carrières et trajectoires sociales, notabilités et marginalités), d'autres encore s'interrogent sur le rôle économique de l'État ou la relation entre transferts de capitaux et dépendance économique... L'originalité de ces travaux d'investigation et la démonstration qu'en leurs font leurs auteurs (H. El Annabi, J. Ben Tahar, S. Bergaoui, S. Boubakeur, M. H. Chérif, R. Guemara, A. Henia, A. Noureddine, J. L. Pinol, S. Speziale, A. Zyzberg), militent en faveur de l'informatique comme outil d'une démarche intellectuelle.

◆ **Joan LACOMBA, Sociedad y política en el Magreb**, Los Libros de la Catarata, Valence, 1997, 172 p.

L'islamisme n'est pas une doctrine religieuse, il indique moins un retour au religieux qu'une idéologie politique, expression d'un repositionnement social. De fait, l'on peut dire au sujet du discours islamiste, que les acteurs parlent en langage religieux, alors que le contenu de ce message n'est pas théologique mais politique, social et économique. L'islamisme est, dans cette perspective, un mouvement socio-politique qui utilise un discours religieux. Cette idée constitue le point de départ décisif et en même temps la conclusion d'un travail d'investigation accessible et concis sur le thème de l'islamisme au Maghreb. Pour expliciter cette thèse, Joan Lacomba passe en revue l'origine, la situation, l'idéologie et les mouvements de l'islamisme au Maghreb, à travers deux points de vue différents.



Le premier, chronologique, inclut la gestation de l'islamisme au XIX<sup>e</sup> siècle et sa relation avec le colonialisme, son développement et son évolution depuis les années 1970, la situation actuelle et, enfin, son futur proche au Maghreb ainsi que son influence dans les relations entre l'Europe et le monde arabe. Le second point de vue est synchronique et descriptif : la "sociologie" de l'islamisme maghrébin est une, c'est à dire que l'on peut parler de causes a priori

communes dans son origine et son développement, comme la contestation devant le manque de liberté politique, "la crise et la fatigue du modèle occidental", le mécontentement d'une "jeunesse urbaine sans travail" et le déracinement de la population rurale récemment urbanisée. Or, d'un autre côté, chacun des pays du Maghreb central présente des caractéristiques bien différenciées qui dépendent de leur degré et mode de colonisation, de la résistance et/ou adaptation à l'influence occidentale, de leur politique culturelle post-coloniale et de l'aptitude de chaque régime à "répondre aux questions socio-économiques et aux demandes politiques de démocratisation". En ce sens et en reprenant les mots de l'auteur, le Maroc bénéficie de la légitimité religieuse monarchique et des essais pour favoriser la classe moyenne dans un but de stabilisation ; la Tunisie, grâce à une prospérité économique et une stabilité sociale, peut se permettre de continuer à exclure les islamistes du champ politique ; alors qu'en Algérie, "l'unique issue viable continue d'être la négociation". "Sociedad y política en el Magreb" présente une analyse de l'articulation entre l'espace socio-religieux et les systèmes politiques dans les pays du Maghreb tout en donnant une vision claire et objective des mouvements islamistes, de leur origine et de leurs causes.

◆ Geneviève DESIRE-VUILLEMIN, *Histoire de la Mauritanie, des origines à l'indépendance*, Karthala, 1997, 652 p. (Coll. *Hommes et sociétés*)

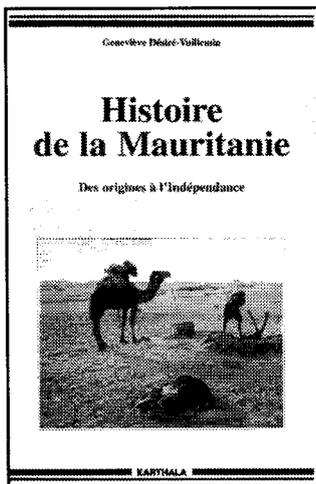
Écrire l'histoire de la Mauritanie sur une aussi longue période représente un pari difficile. D'une part, comme l'affirme l'auteur, jusqu'aux XVII<sup>e</sup> siècle nous ne disposons guère que d'une demi-douzaine de dates absolues. D'autre part, dans le Monde arabe, plus qu'ailleurs, l'histoire et la géographie ne se recouvrent que rarement. Aussi, l'amplitude des mouvements historiques ayant affecté le territoire de l'actuelle Mauritanie comprend-elle l'ensemble de l'Afrique du Nord, ainsi que les pays noirs voisins des nomades du Sahara occidental.

C'est pour cela que le récit historique s'étend à l'ensemble de ces régions pour les périodes préhistorique et anté-islamique (Les Berbères dans l'Antiquité) et de celle des invasions arabes (Les bouleversements des XI<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles). L'histoire strictement "mauritanienne" n'est véritablement abordée qu'à partir du XVII<sup>e</sup> siècle (L'histoire des tribus maures d'après leurs traditions XVII<sup>e</sup> XVIII<sup>e</sup> siècles).

Les sources mises à contribution pour tisser les fils de ces événements sont connues : Ibn Hawkal, El-Idrissi, El-Bakri, Ibn Khaldun, voyageurs et navigateurs européens... Les traditions orales des tribus maures figurent également. Celles-ci ne remontent cependant pas au-delà de la fin du XVI<sup>e</sup> siècle. Une partie de ces traditions a été mise par écrit il y a une centaine d'années par deux notables lettrés musulmans, Cheikh Soleiman et Cheikh Saad Bou, à la demande d'un administrateur français.

La part faite à l'histoire dans ces documents est très mince. Elle se réduit à un discours idéologique sur les ascendances arabes (aux enseignements anthropologiques non négligeables toutefois) et à des anecdotes dépourvues, le plus souvent, de repères chronologiques. Il faut ajouter à ces références quelques sources inédites issues notamment des archives du gouvernement général de l'AOF.

Ce récit historique fort événementiel qui se déroule du néolithique à l'indépendance n'apprendra probablement rien au spécialiste de la Mauritanie. Il sera utile cependant pour comprendre une société contemporaine fortement structurée par des clientèles liées à leurs autorités tribales par ce qu'Ibn Khaldun appelait de son temps "al-<sup>o</sup>assabiya", l'esprit de corps.



◆ Salah BOUCHEMAL, *Mutations agraires en Algérie*, Paris, L'Harmattan, 1997, 272 p. (Collection *alternatives rurales*)

Le secteur agricole et la paysannerie ont occupé une place particulière dans les stratégies de développement en Algérie. Après la période coloniale qui a modelé l'espace et les paysages agraires du pays dans le cadre d'une intégration à l'espace métropolitain, l'agriculture a joué durant les deux premières décennies de l'Indépendance un rôle secondaire dans la stratégie de développement économique et social du pays. Dans le cadre d'une stratégie basée sur l'industrialisation du pays, l'agriculture servait de réservoir de main d'œuvre et, accessoirement, de source de produits alimentaires dans le cadre d'une politique de collectivisation forcée. L'échec du modèle algérien a par ailleurs souvent été attribué à la place marginale accordée au secteur agricole dont le retard de développement a conduit à une dépendance alimentaire et à un déracinement des ruraux remettant ainsi en cause les acquis obtenus dans les autres domaines.

Prenant comme exemple le cas des Hautes Plaines orientales, Salah BOUCHEMAL analyse dans son ouvrage les différentes politiques appliquées au secteur agricole, notamment les politiques de structure dans leurs effets sur la restructuration foncière des terres agricoles. Ainsi, après une analyse rapide de la période de colonisation qui a marqué profondément la campagne algérienne, l'auteur aborde la politique de mise en place d'une agriculture "socialiste" sur l'héritage colonial.

La faiblesse des performances obtenues par les secteurs étatique et coopératif va conduire, à la fin de cette période, à leur unification dans le cadre d'un secteur agricole socialiste. L'analyse des exploitations socialistes des Hautes Plaines orientales montre que cette restructuration n'a pas produit l'effet escompté. Les initiateurs de cette réforme se sont contentés d'opérer seulement un remembrement des unités et leur redimensionnement et les résultats de fin de campagne n'ont pas dépassé leur bas niveau antérieur. Par ailleurs et en contradiction avec les textes en vigueur, la participation des travailleurs à l'autogestion est restée illusoire et les autorités de tutelle omniprésentes.

Ce n'est qu'en 1990, avec la loi sur la rétrocession des terres confisquées dans le cadre de la réforme agraire des années 1970, que le retour de l'exploitation privée au devant de la scène a été complètement acquis. Cette dernière réforme qui a abouti au démantèlement des anciens domaines agricoles socialistes ne semble pas non plus avoir donné les résultats attendus car elle n'a pas été accompagnée par les outils et les réformes nécessaires au niveau de l'environnement des exploitations.

